



N° 195

URGENT

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse présente ses compléments à l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (Service des procédures spéciales), et en référence à Sa Note du 17 mars 2022 relative à la Communication Conjointe AL TUN 3/2022 portant sur l'usage excessif prétendu de la force lors des arrestations et des disparitions forcées alléguées de MM. Noureddine BHIRI et Fathi BELDI, dans le cadre d'une mesure d'assignation à résidence, ainsi que les allégations de mesures de représailles qui auraient été prises à l'encontre de M. Abdelrazzak AL KILANI, l'avocat de M. BHIRI, a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse des Autorités tunisiennes à cette Communication.

La Mission permanente saurait gré au Secrétariat de bien vouloir inclure cette réponse dans la documentation des Services des procédures spéciales concernant cette question, y compris celle qui sera soumise au Conseil des Droits de l'Homme.

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au à l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (Service des procédures spéciales), les assurances de sa très haute considération

Genève, le 08 juin 2022



**Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme**  
**Service des procédures spéciales,**  
**Palais Wilson, 52 Rue des Pâquis**  
**CH-1201 Genève, Suisse.**

- Cc : - Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.
- Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.
  - Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats.
  - Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

**Réponse de l'État tunisien à la communication conjointe  
AL TUN 3/2022 du 17 mars 2022 émanant du bureau  
des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme**

À l'attention de

Mesdames et Messieurs

**le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats,  
le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains  
ou dégradants  
et les membres du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires**

Comme suite à la communication du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'État tunisien a l'honneur de présenter ci-après les observations qui lui ont été demandées au sujet des informations figurant dans la communication conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme portant sur les cas de Noureddine Bhiri, Fathi Beldi et Abdelrazzak Al Kilani.

L'État tunisien s'efforce de consolider le système des droits de l'homme, notamment en adoptant diverses lois organiques garantissant les droits et libertés, en renforçant son engagement dans le système international et régional des droits de l'homme et en ratifiant un certain nombre de nouveaux instruments.

Ces mesures n'excluent pas la question de la lutte contre la torture, qui a fait l'objet d'une attention particulière dans le contexte de la transition démocratique, le but étant de renforcer les droits civils et politiques tant en droit que dans la pratique.

Ayant, par la loi n° 88-79 du 11 juillet 1988, ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le pays soumet des rapports nationaux au comité de l'ONU chargé de la question. En outre, il a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention, par le décret-loi n° 2011-5 du 19 février 2011.

Au niveau institutionnel, la loi organique n° 2013-43 du 21 octobre 2013 a porté création de l'Instance nationale pour la prévention de la torture, qui jouit d'une autonomie fonctionnelle et structurelle et qui, dans l'exercice de ses fonctions définies par la loi susmentionnée, coopère avec les structures gouvernementales et les composantes de la société civile.

Le chapitre 7 de ladite loi organique prévoit que l'Instance effectue des visites périodiques et sans préavis dans les lieux et centres de détention et de garde, les refuges, les prisons, les établissements pénitentiaires et correctionnels et tous les lieux de privation de liberté, les centres éducatifs, les centres pour mineurs, les institutions sociales, sanitaires, économiques et culturelles et d'autres structures qui s'occupent des groupes vulnérables et des personnes handicapées, afin de vérifier que les droits humains et les libertés y sont respectés et qu'aucune violation n'y est commise.

L'État tunisien s'emploie également à réformer le système juridique et pénal pour le mettre en conformité avec les traités internationaux qu'il a ratifiés, en soumettant des idées et des propositions pour la révision du Code pénal et du Code de procédure pénale. En outre, il a accordé une importance particulière aux conditions dans les prisons et les centres de détention, cherchant à améliorer le traitement des détenus en mettant en place des programmes de formation à l'intention des responsables de l'application de la nouvelle législation sur cette question à l'intérieur et à l'extérieur des prisons.

La loi n° 2016-5 du 16 février 2016 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de procédure pénale a rendu obligatoire la présence d'un avocat auprès du suspect dès son interrogatoire dans le cadre de l'enquête préliminaire, réduit la durée de la garde à vue

pour les délits et les crimes et renforcé les garanties juridiques liées à l'inviolabilité physique et à la dignité humaine dont bénéficient les personnes arrêtées pendant l'enquête préliminaire.

Il convient enfin de souligner que l'État tunisien s'efforce de prendre toutes les mesures législatives, administratives et judiciaires strictes qui contribuent à prévenir les actes de torture. De plus, l'État a ouvert la voie à la coopération et à la communication à ce sujet avec les organisations non gouvernementales nationales et internationales, aux fins de l'ouverture de dossiers concernant la torture, au renforcement du rôle des organes onusiens et régionaux et à l'adoption de leurs recommandations, ainsi qu'à la mise en place de mécanismes indépendants de prévention tels que ceux prévus par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture. En outre, l'État renforce les capacités et assure la formation continue des membres de toutes les forces armées et du personnel sur le terrain pour ce qui a trait au système des droits de l'homme et à la lutte contre le recours à la torture comme réponse à la torture.

Pour répondre aux principaux points soulevés dans la communication conjointe, la Tunisie déclare ce qui suit :

**1. En ce qui concerne l'allégation d'usage excessif de la force lors des arrestations de Nouredine Bhiri et de Fathi Beldi :**

Les intéressés ont été assignés à résidence en application des décisions 510 et 511 du 30 décembre 2021, dans le contexte suivant :

- L'état d'exception avait été proclamé par le décret n° 2021-117 du 22 septembre 2021 relatif aux mesures exceptionnelles, conformément aux conditions prévues à l'article 80 de la Constitution, qui autorise le Président de la République à prendre une série de mesures et de dispositions pour faire face à un péril imminent et protéger la sécurité et l'ordre publics ;
- L'état d'urgence avait été proclamé sur la base des dispositions des articles 5 et 10 du décret n° 78-50 du 26 janvier 1978 réglementant l'état d'urgence, des mesures préventives temporaires relatives à la durée de l'état d'urgence et du décret n° 75-342 du 30 mai 1975 fixant les attributions du Ministère de l'intérieur.

Dans un souci de transparence et d'application des garanties prévues par la loi :

- Les intéressés ont été informés des décisions susmentionnées par l'organe de sécurité chargé de les mettre en œuvre, de sorte qu'ils puissent exercer leur droit d'ester en justice, conformément aux dispositions de la loi n° 72-40 du 1<sup>er</sup> juin 1972, relative au Tribunal administratif ;
- Une communication publique a été diffusée le 31 décembre 2021 et une conférence de presse organisée le 3 janvier 2022 sous la supervision du Ministre de l'intérieur ;
- L'état de santé des intéressés a été contrôlé et Nouredine Bhiri a fait l'objet d'un suivi à l'hôpital ;
- La directrice du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Chef de l'Instance nationale pour la prévention de la torture ont été autorisés à rendre visite aux intéressés librement, sans la moindre restriction ;
- Le 7 mars 2022, il a été mis fin à l'exécution des deux décisions pour absence, sachant que Nouredine Bhiri a saisi le Tribunal administratif le 25 février 2022 pour demander l'annulation de la décision d'assignation à résidence le visant (la procédure engagée porte le numéro 167141), mais que Fathi Beldi n'a pas fait de même.

**2. En ce qui concerne les allégations d'imposition de mesures de représailles contre Abdelrazzak Al Kilani :**

À la suite de la décision d'assignation à résidence visant Nouredine Bhiri, les faits ci-après ont été enregistrés :

L'ancien bâtonnier de l'Ordre national des avocats de Tunisie, Abdelrazzak Al Kilani, et un groupe composé de 22 membres d'un collectif de défense dont les activités étaient alors suspendues et d'avocats se sont rendus à la caserne de la Garde nationale à Bizerte, où ils ont pris d'assaut le bureau du chef de l'unité de sécurité, entravant l'exercice de ses fonctions.

Ils ont demandé où se trouvait M. Bhiri puis sont allés à l'hôpital universitaire Habib Bougatfa de Bizerte où ce dernier était suivi compte tenu de la dégradation de son état de santé.

- Après s'être vu refuser l'accès à l'hôpital par les membres des forces chargées de la sécurité du bâtiment, Abdelrazzak Al Kilani les a attaqués verbalement, les a incités à ne pas se conformer aux instructions qu'ils avaient reçues et les a menacés de poursuites judiciaires.

Le 2 mars 2022, le juge de la troisième chambre d'instruction du Tribunal militaire permanent de Tunis a interrogé l'intéressé dans le cadre de l'affaire n° 3255/4 pour qu'il réponde des chefs de participation à un attroupement de nature à troubler la paix publique, dans l'intention de s'opposer à l'application de la loi ou de porter atteinte à un fonctionnaire public par des propos et des menaces l'incitant à ne pas exercer ses fonctions, et tentative par des menaces ou des manœuvres frauduleuses d'incitation à la cessation individuelle ou collective du travail. Compte tenu de ces accusations fondées sur les articles 79, 125 et 136 du Code pénal, le juge d'instruction militaire a émis un mandat de dépôt contre l'intéressé. Le 21 mars 2022, il a prononcé une décision visant à libérer l'intéressé.

---



إجابة الدولة التونسية حول البلاغ المشترك "AL TUN3/2022"

المؤرخ في 17 مارس 2022 والصادر عن مكتب الإجراءات الخاصة

بمجلس حقوق الإنسان

إلى

السيدات والسادة

المقرّر الخاص المعني باستقلال القضاة والمحامين

والمقرّر الخاص المعني بمسألة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة

القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة

والفريق العامل المعني بحالات الاختفاء القسري أو غير الطوعي.

تبعاً للمراسلة الصادرة عن المفوضية السامية لحقوق الإنسان حول طلب تقديم ملاحظات الدولة التونسية بخصوص ما ورد في البلاغ المشترك الصادر عن الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان والمتعلقة بوضعية السادة نور الدين البحيري وفتحي البلدي وعبد الرزاق الكيلاني، تتشرف الدولة التونسية بتقديم الملاحظات الآتي ذكرها:

تعملُ الدولة التونسية على تعزيز منظومة حقوق الإنسان، وتكرّس ذلك خاصة عبر إصدار عدد من القوانين الأساسية الضامنة للحقوق والحريات وعبر تدعيم مسار الانخراط في المنظومة الدولية والإقليمية لحقوق الإنسان والمصادقة على عدد من الصكوك الجديدة في الغرض.

ولا تستثني من ذلك مسألة مناهضة التعذيب التي حظيت باهتمام خاص في ظلّ مسار

الانتقال الديمقراطي ودعمًا للحقوق المدنية والسياسية تشريعاً وممارسة.

ولئن صادقت بلادنا منذ سنة 1988 بموجب القانون عدد 79 لسنة 1988 المؤرخ في 11 جويلية 1988 على اتفاقية الأمم المتحدة لمناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، حيث تقدم تقاريرها الوطنية أمام اللجنة الأمامية المعنية، فإنها دعت ذلك عبر انضمامها للبروتوكول الاختياري للاتفاقية بموجب المرسوم عدد 5 لسنة 2011 المؤرخ في 19 فيفري 2011.

وعلى الصعيد المؤسساتي، فقد تم إحداث الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب بمقتضى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 المؤرخ في 21 أكتوبر 2013، وهي تتمتع باستقلالية وظيفية وهيكلية وتتعاون مع الهياكل الحكومية ومكونات المجتمع المدني في ممارسة مهامها المحددة بمقتضى القانون المحدث لها.

ونصّ الفصل السابع من القانون الأساسي المذكور بأن الهيئة تتولّى بصفة دورية ودون سابق إعلام القيام بزيارة أماكن الاحتجاز ومراكز الإيقاف والحجز ومراكز ومواقع الإيواء والمؤسسات السجنية والإصلاحية وكلّ أماكن الحرمان من الحرية والمؤسسات التربوية ومؤسسات الطفولة والشباب والمؤسسات الاجتماعية والصحية والاقتصادية والثقافية وغيرها من الهياكل المهتمة بالفئات الهشة وذوي الإعاقة قصد مراقبة احترامها لحقوق الإنسان والحريات والتأكد من خلوها من حالات انتهاك.

كما تسعى الدولة التونسية إلى إصلاح المنظومة القانونية والجزائية والعقابية وملاءمتها مع المعاهدات الدولية المصادق عليها وذلك عبر تقديم تصوّرات ومقترحات لتنقيح المجلة الجزائية ومجلة الإجراءات الجزائية كما أولت أهمية خاصة لواقع السجون ومراكز الاحتفاظ لتحسين المعاملة مع الموقوفين والسجناء باعتماد برامج تدريبية للمكلفين بإنفاذ القوانين الجديدة الصادرة في هذا الشأن داخل السجون وخارجها.

كما أنّ صدور القانون عدد 5 سنة 2016 المؤرخ في 16 فيفري 2016 المتعلق بتنقيح وإتمام بعض أحكام مجلة الإجراءات الجزائية أوجب حضور المحامي برفقة المشتبه به منذ مرحلة الاستنطاق لدى باحث البداية كما قلّص من مدة الاحتفاظ الخاصة بالجنح والجنايات داخل مراكز

الإيقاف وعزز الضمانات القانونية ذات العلاقة بالحرمة الجسدية والكرامة البشرية المكفولة للموقوفين في هذه المرحلة الأولية من الأبحاث.

ولابد من التذكير في الأخير بأن الدولة التونسية تعمل على اتخاذ جميع الإجراءات التشريعية والإدارية والقضائية الصارمة في منع أعمال التعذيب والتوقي منها وفتح باب التعامل مع المنظّمات الوطنيّة والدوليّة غير الحكومية والتواصل معها في هذا الشأن لفتح ملفات التعذيب وتفعيل دور الهيئات الأممية والإقليمية واعتماد التوصيات الموجهة إليها من تلك الهيئات وإحداث آليات وقائيّة مستقلة طبق ما جاء به البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب. هذا فضلا على تدعيم القدرات والتدريب المتواصل لجميع القوات الحاملة للسلح والعاملين في المجال حول منظومة حقوق الإنسان ومناهضة التعذيب على وجه التعذيب.

وإجابة على أهم النقاط الواردة ضمن البلاغ المشترك، فنورد ما يلي:

1- بخصوص ادعاء الاستخدام المفرط للقوة عند إيقاف "نور الدين البحيري" و "فتحي البلدي":

تمّ وضع المعنيتين تحت الإقامة الجبريّة بمقتضى القرارين عدد 510 و511 بتاريخ 30 ديسمبر 2021 إعتبارا لما يلي :

\* إعلان حالة الإستثناء طبق مقتضيات الفصل 80 من الدستور والتي تُحوّل لرئيس الجمهورية إتخاذ جملة من التدابير والإجراءات بغاية ردّ الخطر الداهم وحماية الأمن والنظام العام، وفقا لأحكام الأمر عدد 117 لسنة 2021 المؤرّخ في 22 سبتمبر 2021 المتعلّق بالتدابير الإستثنائية.

\* إعلان حالة الطوارئ إستنادا على أحكام الفصلين 5 و10 من الأمر عدد 50 لسنة 1978 المؤرّخ في 26 جانفي 1978 والمتعلّق بتنظيم حالة الطوارئ والتدابير الوقتية الوقائية المرتبطة بمدّة حالة الطوارئ المعلن عنها والأمر عدد 342 لسنة 1975 المؤرّخ في 30 ماي 1975 والمتعلّق بضبط مشمولات وزارة الداخلية.

في إطار الحرص على الشفافية وعلى توفير الضمانات المكفولة قانونا، فقد تم :

\* إعلام المعنيين بالقرارين المذكورين عن طريق الوحدة الأمنية المتعمّدة بالتنفيذ بما يكفل لهما ممارسة حقّهما في التقاضي، وفقا لأحكام القانون عدد 40 لسنة 1972 المؤرّخ في 01 جوان 1972 المتعلّق بالمحكمة الإدارية.

\*إصدار بلاغ للعموم في 31 ديسمبر 2021 وتنظيم ندوة صحفية أشرف عليها السيد وزير الداخلية بتاريخ 03 جانفي 2022 .

\* تم ضمان الإحاطة الصحية للمعنيين بالأمر وإيداع السيد نور الدين البحيري بالمستشفى لمتابعة حالته الصحية.

\* تم السماح لرئيسة مكتب المفوضية السامية لحقوق الإنسان وللسيد رئيس الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب بزيارة المعنيين بحرية تامة وبدون أدنى تضييقات.

\* تمّ بتاريخ 7 مارس 2022 رفع القرارين بناء على إنتفاء موجهما علما وأنّ "نور الدين البحيري" تولى رفع قضية لدى المحكمة الإدارية في 25 فيفري 2022 قصد إلغاء القرار القاضي بوضعه تحت الإقامة الجبرية وقد سُجّلت للغرض قضية إدارية تحت عدد 167141 في حين لم يتقدّم "فتحي البلدي" بقضية لنفس الغرض.

2- بخصوص الإدعاءات المتعلقة بإتخاذ تدابير إنتقامية في حقّ "عبد الرزاق الكيلاني" :

سُجّل إثر القرار القاضي بوضع "نور الدين البحيري" رهن الإقامة الجبرية ما يلي :  
تحوّل العميد السابق للهيئة الوطنية للمحامين "عبد الرزاق الكيلاني" ضمن مجموعة متكوّنة من 22 شخصا من نواب الشعب المجمّدة أعماله آنذاك وعدد من المحامين إلى مركز الحرس الوطني ببنزرت حيث تعمّدوا إقتحام مكتب رئيس الوحدة الأمنية وتعطيل سير العمل وذلك على خلفية المطالبة بمعرفة مكان تواجد المعني ثمّ التحوّل إثر ذلك إلى المستشفى الجامعي "الحبيب بوقطفة" ببنزرت أين تمّ إيواؤه نظرا لتعكّر حالته الصحية.

\* تعمّد "عبد الرزاق الكيلاني" إثر منعه من قبل الوحدات الأمنيّة المكلفة بتأمين المستشفى، التهجّم لفظيًا على الأمنيين المتواجدين بالمكان وتحريضهم على عدم التقيد بالتعليمات وتهديدهم بتبعيهم قانونيًا.

تولّى قاضي التحقيق بالمكتب الثالث بالمحكمة العسكريّة الدائمة بتونس يوم 2 مارس 2022 استنطاق المعني في القضية التحقيقيّة عدد 3255 /4 من أجل "الانضمام إلى جمع من شأنه الإخلال بالراحة العامّة قصد التعرّض لتنفيذ قانون أو جبر وهضم جانب موظّف عمومي بالقول والتهديد حال مباشرته لوظيفته ومحاولة التسبّب بالتهديد والخزعات في توقّف فردي أو جماعي عن العمل" على معني الفصول 79 و125 و136 من المجلّة الجزائيّة وأصدر في شأنه بطاقة إيداع بالسجن وأصدر قاضي التحقيق العسكري يوم 21 مارس 2022 قرارا بالإفراج عنه.